

Partager les valeurs communistes dans une nouvelle République sociale, écologique, féministe, citoyenne

Contribution de Silvia Capanema (Section de Saint-Denis)

En 2012, nous avons fait une belle campagne, avec un candidat combatif, des militants de terrain et un très beau programme (*L'Humain d'abord*). Nous avons fait 11% au premier tour et, au deuxième tour, Hollande a battu Sarkozy. On n'attendait pas grande chose des socialistes au pouvoir, mais on ne s'attendait pas non plus à un gouvernement qui trahisse à ce point les luttes sociales (loi travail, déchéance de nationalité, CICE, austérité, Macron, la liste est longue...).

En 2017, Jean Luc Mélenchon se déclare candidat sans consulter ses partenaires. Il crée un mouvement, La France Insoumise, et met à jour notre programme, qui devient l'Avenir en Commun. Dès le début, je disais que nous avions notre place dans ce mouvement, pour un programme social, écologique et citoyen.

Le PCF décide de le suivre très tardivement. Notre matériel de campagne n'est pas adapté. Les insoumis sont sur des positions très difficiles aussi, de ralliement ou rien. Si on n'arrive pas au deuxième tour, on marque cependant le paysage politique avec un score de plus de 19%. Aux législatives, le résultat est assez décevant faute de ne pas avoir eu une stratégie et des candidats communs. Faute aussi au fonctionnement de la Ve République. Malgré tout, on arrive à élire quelques député-e-s PCF ou LFI. En Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France et le plus multiculturel, les scores de LFI ont été très encourageants. La « banlieue rouge » pourrait-elle un jour redevenir une réalité, sous une autre forme, mais bien plus proche des attentes populaires que la situation actuelle ?

Malgré tous ces signes, le PCF décide, lors de son Congrès exceptionnel en 2018, de mettre en place une « ligne d'autonomie », qui n'était pas claire quant aux tenants et aboutissants, et notamment quant aux accords possibles in fine. Cette décision n'est pas celle de la majorité absolue, mais relative.

Le PCF fait le choix de présenter une liste autonome pour les européennes. Malgré tout le talent et les qualités de notre tête de liste, notre résultat est décevant et catastrophique pour notre structure. Il est à l'image de notre résultat global aux dernières législatives (un peu plus de 2%).

Nous savons que le déclin du PCF est le résultat de multiples facteurs : des questions internationales liées à l'effondrement des expériences communistes autoritaires ; la difficulté de renouvellement interne ; la modification du profil social de la population dans les pays post-industrialisés ; les alliances électorales problématiques ; la crise de la démocratie et la montée du néolibéralisme puis de l'extrême droite... Toute la gauche va mal.

Et maintenant ? S'unir ou mourir ?

La division de nos forces a fait de gros dégâts lors des élections municipales de 2020 à Saint-Denis. Après presque 100 ans (avec une seule interruption) de communisme municipal, nous avons « perdu notre ville ». Le besoin de renouvellement était réel, mais aussi la division de notre camp de gauche de transformation sociale. On paye cher aujourd'hui cette défaite. La mairie PS mène une politique centralisée, de gentrification, sécuritaire, de régression sociale, de suppression de projets sociaux et culturels. Une fois de plus, la liste est encore longue.

Nous vivons dans un pays qui se droitise, dans un monde où l'extrême droite est une réalité, avec des résultats catastrophiques comme aux Etats-Unis et au Brésil. On nous parle de « rassemblement », mais ce terme devient au fur à mesure vide de sens.

Force est de constater que nous nous trompons de stratégie et de combat. Il faut partir d'abord des projets pour aboutir à un « rassemblement » effectif, qu'on pourrait aussi nommer « front », « cause commune », « archipel », « confluence », « convergence », « fédération »...

Imposer une République démocratique, sociale, écologiste, féministe, antiraciste

La gauche politique va mal et pourtant les luttes sociales sont bien là. Le début du quinquennat de Macron a été marqué par le très important mouvement des Gilets Jaunes. Un mouvement des classes populaires portant les revendications de pouvoir d'achat (pouvoir vivre dignement de son salaire), de renouvellement démocratique avec une participation populaire et de préservation de la planète. « Fin du monde, fin du mois, même combat ». Par la suite, d'autres mobilisations ont vu le jour partout : les jeunes qui dénoncent le réchauffement climatique, les femmes avec de multiples revendications (contre les violences, le mouvement #metoo...), les travailleurs et syndicats contre la réforme de la retraite. La nouvelle génération est aussi sortie dans les rues pour dénoncer le racisme institutionnel et la violence policière. Comme marxistes, nous ne pouvons pas ignorer l'importance de ces luttes sociales.

Aussi, le mouvement associatif et de solidarités, avec la crise sanitaire et sociale, s'est montré très actif. La pandémie a révélé l'importance d'agir pour la jeunesse, de renforcer la sécurité sociale et notre système de santé.

C'est à partir de ces urgences et de ces luttes que nous devons penser notre projet de transformation sociale et révolutionnaire, notre projet communiste. Commençons donc à nous « unir » par un projet commun avec un nombre de priorités, qui pourraient s'organiser autour de trois axes : l'urgence sociale (éradiquer la pauvreté ; créer des parcours sécurisés pour tous les travailleurs ; rétablir la retraite à 60 ans ; revaloriser les salaires et les revenus de base, y compris pour les jeunes et étudiants ; faire un plan pour l'hôpital public ; garantir un logement accessible à tout.e.s) ; l'urgence écologique (changement de pratiques alimentaires, de consommation, de production et énergétiques ; extension des espaces verts) ; et l'urgence citoyenne (égalité femmes-hommes ; lutte contre les discriminations ; plan pour l'éducation nationale ; réforme de la police et de la justice ; restructuration des médias ; réforme politique aboutissant à une VI République avec plus de pouvoir direct aux citoyens).

Si une réforme fiscale est aussi urgente, tout comme une nouvelle orientation des relations internationales et de l'Europe, nous devons être conscients qu'« il n'y aura pas de monde nouveau sans révolution démocratique ! » (Nicole Borvo Cohen-Séat dans *l'Humanité*, 05/08/2020). Dans une tribune récente signée par trois élues du PCF dans *l'Humanité* (26/02/2021), on appelle à former, pour aboutir à une nouvelle République, une « coalition des forces pour ouvrir la page des jours heureux ».

L'Avenir en Commun, un cadre partagé et révolutionnaire possible

Lancer une candidature communiste, dans un tel contexte, serait un acte irresponsable et incohérent de notre part.

Trois expériences récentes de coalition et de participation au pouvoir par une gauche non-austéritaire nous montrent qu'il existe un chemin alternatif, avec des avancées sociales considérables : au Portugal (l'agenda imposé par le PCP et le Bloc de Gauche), en Espagne (avec la dynamique de « Unidas Podemos ») et au Mexique avec le « rassemblement » Morena.

En France, il existe déjà un cadre commun à saisir : celui de « l'Avenir en Commun ». Nous devons assumer nos responsabilités et nous « rassembler » avec le mouvement de LFI, puis appeler les autres composantes de la gauche, Écologistes, Socialistes qui le souhaitent, mais surtout les citoyen-ne-s non encartés qui portent nos valeurs communes, à venir créer ce nouvel « espace commun ». C'est possible. Nous

devons le transformer et construire également un cadre permettant une autre majorité législative.

Lula au Brésil a été élu président lors de sa quatrième. Loin d'être parfaits, ses gouvernements ont quand même pris la suite de la transformation sociale au Brésil et de l'héritage des forces démocratiques en lutte contre la dictature civile et militaire des années 1964-1985, et de la Constitution de 1988.

En France, on peut faire beaucoup mieux, à partir du chemin déjà parcouru, de manière générale, par les forces de lutte sociale, et, en particulier, par les communistes (Front Populaire, CNR, programme commun, 35h, etc).

Jean-Luc Mélenchon, aujourd'hui le premier de la gauche dans tous les sondages (certes encore loin du deuxième tour, mais ce n'est que le début), peut porter avec nous ce projet de transformation sociale. Ce projet est bien plus radical, en rupture et plus porteur d'espoir que d'autres programmes considérés « progressistes » dans le monde. Ne laissons pas passer cette occasion. C'est notre responsabilité et notre devoir de construire cette alternative aujourd'hui encore, et pour l'avenir.